Elections Législatives de Mars 1978 - 4e Circonscription du Gard

CANDIDATURE DE LA LIGUE COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE

Travailleuses, Travailleurs, Jeunes,

VOUS VOULEZ QUE ÇA CHANGE !

La hantise du licenciement, des accidents du travail, de la maladie. L'angoisse des fins de mois. Le cauchemar du chômage, la recherche épuisante d'un emploi introuvable. Les femmes opprimées, confinées aux travaux ménagers, «interdites» d'emploi, de salaire, d'indépendance, considérées souvent comme de simples objets sexuels, méprisées, très souvent victimes d'agressions et de viols.

Les jeunes, étouffés à l'école, à l'armée, écœurés par cette société sans fraternité, sans idéal, condamnés à la rivalité, à la course au fric ou à la marginalité désespérante.

Les immigrés, déportés, surexploités, réprimés, expulsés. Les soldats encasernés, baillonnés.

Les malades, les vieux, isolés, oubliés.

Toute la population laborieuse condamnée à la soumission, sans pouvoir, sans droit sur la production, ses conditions de travail et son cadre de vie.

Les ouvrières exploitées que FURNON chasse pour cause de syndicalisme.

Les mineurs «reconvertis» dans les chantiers navals et qui se trouvent de nouveau au chômage.

Cette grande misère, c'est ce que la droite appelle **«Le Bon Choix»** ! Au premier, comme au second tour, vous ne donnerez pas une voix aux candidats bourgeois ; au second tour, pour les battre, vous voterez pour le candidat du parti ouvrier le mieux placé.

AU PREMIER TOUR, VOUS VOTEREZ POUR VOS REVENDICATIONS, CONTRE TOUTE AUSTERITE, CONTRE LA DIVISION, POUR L'UNITE OUVRIERE.

Allez-vous cautionner Mitterrand qui explique qu'il faut **«gérer la crise»** et que les travailleurs devront encore consentir à des sacrifices ? Non ! Certes, Marchais dénonce vigoureusement toute **«austérité de gauche»**; mais si le P.C. et le P.S. promettent tous deux le SMIC à 2 400 F. - ce qui est une bonne chose - ni l'un, ni l'autre, ne s'engagent fermement sur l'échelle mobile des salaires et des retraites.

Ils promettent de diminuer progressivement le chômage, mais ne s'engagent pas à réduire immédiatement la semaine de travail à 35 heures sans diminution de salaire ; pourtant, la semaine de 35 heures, c'est du travail pour toutes et tous et c'est un peu de temps pour vivre. En 1936 déjà, les travailleurs avaient conquis les 40 heures ; plus de 40 ans après, ce sont les 35 heures qu'il faut, tout de suite, vers la semaine de 30 heures.

Marchais dénonce la volonté de Mitterrand de gérer la crise comme le font les socialistes portugais et allemands ; mais il refuse de se prononcer quand il s'agit de l'Espagne ou de l'Italie où le P.C. soutient activement la politique d'austérité des gouvernements de droite.

Alors le 12 mars, vous direz :

OUI AU SMIC A 2 400 F ET A L'ECHELLE MOBILE DES SALAIRES.
OUI A UN EMPLOI POUR TOUTES ET TOUS.
OUI A LA SEMAINE DE 35 HEURES.
NON A TOUTE AUSTERITE.

P.S. et P.C. s'accusent mutuellement de vouloir collaborer avec la droite ; ils n'ont pas de mots assez durs l'un pour l'autre ; mais le P.S. pactise avec les notables radicaux de gauche, champions de «la liberté d'entreprendre» qui n'est que la liberté d'exploiter, et le P.C. se désiste au premier tour sans condition pour les gaullistes dits de progrès qui pendant 20 ans n'ont cessé de porter des coups aux travailleurs... Mais le P.C. refuse de s'engager au désistement réciproque au second tour pour le P.S. alors que ne pas se désister pour le candidat du parti ouvrier le mieux placé, c'est assurer la victoire électorale des partis bourgeois.

Mitterrand et Marchais ne cessent de se quereller, mais ils sont d'accord pour garder Giscard en lui laissant l'essentiel des pouvoirs que lui confère la constitution de 1958 née d'un coup d'état gaulliste.

Alors, vous direz à Mitterrand et à Marchais :

ASSEZ DE DIVISION ! OUI A L'UNITE OUVRIERE !
RESERVONS NOS COUPS A LA DROITE !
PAS QUESTION DE COLLABORER AVEC LES
PARTIS BOURGEOIS, QUELS QU'ILS SOIENT !

ALORS, LE 12 MARS, VOUS VOTEREZ POUR QUE ÇA CHANGE VRAIMENT !

Aujourd'hui les travailleuses et les travailleurs n'ont aucun droit de décision à l'usine et dans la cité ; ils sont «les exclus» de la vie sociale et politique.

Comment la vie peut-elle changer pour les femmes si n'est pas garantie l'égalité effective avec les hommes en matière de salaires, d'emploi, de formation, si ne sont pas créés des équipements sociaux nombreux et de qualité, si l'avortement n'est pas libre et gratuit, si le droit de disposer librement de leur corps n'est pas reconnu ?

Comment la vie peut-elle changer pour les soldats si le service militaire n'est pas réduit à 6 mois, si les transports ne sont pas gratuits, s'ils n'ont pas de droits démocratiques, en particulier le droit d'organisation syndicale ?

Comment la vie peut-elle changer pour les travailleuses et les travailleurs s'ils n'ont pas un droit de veto sur les licenciements, les cadences, l'hygiène, la sécurité et s'ils n'ont pas un droit de contrôle sur la pollution, l'urbanisme et la santé ?

Comment la vie peut-elle changer pour les jeunes si la formation n'est pas gratuite et unique jusqu'à 18 ans pour toutes et tous, si leur indépendance matérielle n'est pas assurée et si leurs droits à des activités sociales et culturelles autonomes ne sont pas reconnus ?

Comment la vie peut-elle changer pour les minorités nationales (corse, bretonne, alsacienne, basque, occitane, ...) si elles n'ont pas le droit effectif de vivre et travailler au pays, d'élire leurs représentants et de parler leurs langues ?

Comment la vie peut-elle changer si on n'élit pas tout de suite une assemblée régionale au suffrage universel direct et à la proportionnelle avec le droit de s'opposer à tout ce qui met en cause l'emploi, le cadre et le mode de vie des travailleurs de la région ? Et cette assemblée sera-t-elle différente des actuelles assemblées bidons, si elles ne sont pas constamment révocables par les cantons, si les élus peuvent continuer à cumuler les mandats ? Comment la situation changera-t-elle si nous n'avons pas une assemblée souveraine et unique exprimant la volonté des travailleurs si nous conservons le Conseil Economique et Social, le préfet, la DATAR, et la mission régionale ?

Comment la vie peut-elle changer pour les travailleurs immigrés s'ils n'ont pas les mêmes droits sociaux et politiques que les travailleurs français ?

Quel changement pour les populations des DOM-TOM si leur droit à l'autodétermination n'est pas reconnu ?

Quel changement si est conservée la force de frappe contre laquelle a lutté pendant 20 ans le mouvement ouvrier et que dénoncent toujours la C.F.D.T. et la C.G.T. ?

Quel changement si le P.S. et le P.C. poursuivent le programme électro-nucléaire qui menace la santé des travailleurs et des populations ?

AU PREMIER TOUR, VOUS VOTEREZ POUR LES SOLUTIONS OUVRIERES A LA CRISE
POUR LE CONTROLE OUVRIER
POUR L'AUTOGESTION SOCIALISTE

P.C. et P.S. se querellent violemment sur les filiales, mais elles ne représentent que 0,07% des entreprises françaises ; et dans les deux versions 85% de la production échappe au secteur public. C'est-à-dire que l'économie restera une économie régie par la loi du profit avec, à la clé, le gaspillage et la crise.

D'ailleurs Mitterrand et Marchais le disent : «Nous ne proposons pas le socialisme».

Nous, au contraire, nous disons : «Pour sortir de la crise du capitalisme, il faut s'appuyer sur la mobilisation, les capacités d'initiatives et de contrôle des travailleurs, il faut nationaliser (sans indemnité ni rachat) tous les secteurs de l'économie, il faut planifier la production selon le besoin des travailleurs, il faut marcher résolument vers le socialisme».

Et le P.S. et le P.C. doivent s'engager à former ensemble un gouvernement qui aille dans cette voie, rompant avec Giscard, satisfaisant nos revendications, s'appuyant sur la mobilisation des travailleurs.

Voilà pourquoi le 12 mars, vous voterez pour **Michel CALVO, candidat de la Ligue Communiste Révolutionnaire, «POUR LE SOCIALISME, LE POUVOIR AUX TRAVAILLEURS»** et le 19 mars, pour le candidat du parti ouvrier le mieux placé à l'issue du 1er tour.

Imp. Clinton 30960 Les Mages